



Concertation nationale sur l'énergie et le climat

CAHIER D'ACTEUR
INDIVIDUEL
N° 159

Prénom : Emmanuel

NOM : LOISELET

Âge : 58 ans

Contact :

emmanuel.loiselet@yahoo.com

Le point de vue d'Emmanuel LOISELET sur les documents de planification énergie climat soumis à la concertation PPE3 de 2024

EN BREF

Depuis 10 ans le prix de l'électricité pour le particulier que je suis a plus que doublé. Malgré tous les investissements dans l'isolation de mon habitation, une baisse de 30% de ma consommation et un confort négativement impacté, ma facture est bien plus élevée qu'il y a 10 ans ! Le détail de mes factures montre sans ambiguïté que ce sont le coût des taxes et du coût d'acheminement de l'électricité qui sont responsables de cette hausse incroyable.

Dans le même temps, sous la pression des partis écologistes et des ONG anti-nucléaires et par connivence ou lâchetés des autres partis politiques, la France s'est lancée tête perdue dans le développement des ENR.

Nous n'avons aucun besoin d'ENR en France, notre électricité est déjà décarbonée à 90-95%.

Ces ENR déstabilisent le réseau électrique, avec des risques de shutdown non négligeables et de plus en plus probable. Devra-t-on attendre que cela adienne pour que tout le monde en prenne conscience. Faudra-t-il, comme pour le nucléaire être au bord du précipice pour que nos politiques comprennent qu'il faut garder les pieds sur terre et regarder le problème de manière cartésienne et non idéologique.

Le rapport PPE3 présenté par Madame la ministre Agnès PANNIER-RUNACHER est encore entachée d'idéologie écologiste. Les coûts de l'énergie électrique ne sont pas analysés à leur juste valeur. Non, non trois fois non, les ENR ne servent pas à stabiliser les coûts de production ni la résilience du réseau électrique. Tout au contraire, ils augmentent les coûts pour le consommateur final et la preuve nous est faite

ces 10 dernières années sur nos factures. Que faut-il de plus

Recentrons-nous sur ce qui marche depuis 50 ans !

1974 : Plan Messmer pour l'indépendance énergétique Française.

Les années 1970 se caractérisent par d'importants changements dans l'approvisionnement énergétique de la France. La hausse des prix du pétrole consécutive au premier choc pétrolier d'une part, la compétitivité et la maturité des filières technologiques nucléaires américaines importées d'autre part, vont favoriser l'émergence d'une politique industrielle transformant sur le long terme le modèle énergétique du pays en s'appuyant sur l'électricité plutôt que le charbon, le gaz ou le pétrole.

Les objectifs de 1974 sont les mêmes que ceux de 2024, seul le but ultime a changé ; en 1974 c'était de permettre le développement du pays, de son économie, de sa capacité de production, de sa richesse et l'amélioration des conditions de vies du peuple Français. Aujourd'hui, le but ultime n'est plus celui-là car ces objectifs ont été atteints 40 ans plus tard, aujourd'hui le but semble encore plus haut : sauver la planète, la civilisation humaine. Cela passerait par la suppression des rejets de CO₂ sur terre. Objectif très ambitieux, mais irréaliste sur le plan planétaire et dangereux pour la France car générateur de coûts faramineux pour la France et pour l'Europe sans impact mesurable sur la teneur en CO₂ de l'air au niveau mondial.

Mesdames Messieurs les politiques, faites des calculs sérieux, ou faites-les faire par des organismes sérieux sans idéologies. Les calculs sont clairs, nets et sans contestation possible : les ENRs sont inutiles et dangereuses économiquement pour le peuple Français.

L'urgence est de tout arrêter et de se focaliser sur le nucléaire.

D'aucun me fera remarquer que le nucléaire pollue et crée des déchets qu'on ne traite que sommairement. Je répondrais qu'on est en mesure de refermer le cycle des déchets si on investit sur le sujet.

Là sont les enjeux de demain, pas dans les ENRs.

Ce PPE3 est une ineptie, comme l'était le précédent qui planifiait la diminution de la part du nucléaire à 50% (chiffre donné à la volée par un ancien Président de la République pour satisfaire les écologistes et jamais étayé par quelques analyses scientifiques que ce soit) avant d'en décider probablement sa suppression.

Tribune du 2 décembre de Louis Gallois parue dans Le Point

TRIBUNE. Henri Proglio, Louis Gallois... Dans une lettre ouverte, 10 anciens dirigeants alertent le Premier ministre Michel Barnier, et dénoncent une politique ruineuse de développement massif des renouvelables.

Nous, anciens ministres, anciens parlementaires, anciens dirigeants d'entreprises et de production d'électricité, animateurs de centres de réflexion et spécialistes des questions énergétiques, dénonçons par cette lettre, l'extrême gravité pour la France de poursuivre la politique énergétique proposée par le projet de Programmation Pluriannuelle de l'Énergie récemment publié par la DGEC.

Nous dénonçons la poursuite à marche forcée d'installation d'éoliennes marines ou

terrestres, ou de panneaux solaires qui ne servent en aucun cas à la décarbonation de notre pays puisque, grâce au nucléaire et à l'hydraulique, l'électricité y est abondante et déjà décarbonée à 95 %.

Nous dénonçons l'illusion répandue par les rapports officiels de RTE que les énergies renouvelables intermittentes et l'énergie nucléaire seraient complémentaires et qu'une production d'électricité totalement dépendante de la météo et impossible à stocker à grande échelle, puisse offrir aux Français la sécurité d'approvisionnement électrique.

Nous dénonçons les garanties de prix accordées aux producteurs de cette électricité intermittente qui leur donnent un accès prioritaire sur le marché de l'électricité, faussent les règles de fixation des prix, déstabilisent les marchés jusqu'à des prix négatifs, et nuisent à EDF qui doit ralentir sa production nucléaire pour laisser écouler les surplus d'électricité éolienne et solaire, tout en supportant tous les coûts fixes de ses centrales nucléaires.

Nous dénonçons les engagements de plusieurs centaines de milliards d'euros que les garanties de prix et subventions à ces énergies intermittentes ont coûté, coûtent et vont coûter à la collectivité nationale, au seul bénéfice des producteurs privés, et de leurs fournisseurs d'éoliennes et de panneaux photovoltaïques, en quasi-totalité importés de l'étranger qui déséquilibrent notre balance commerciale.

Nous dénonçons l'inflation des prix de l'électricité, pour les particuliers et les entreprises, que génèrent notamment les coûts de raccordement et d'adaptation des réseaux électriques à ces productions intermittentes émietées sur tout le territoire,

financés par les consommateurs et non par les producteurs.

Nous dénonçons la nécessité technique, [illustrée par l'exemple de l'Allemagne](#), de construire, au fur et à mesure de la montée de la part des énergies intermittentes, de nouvelles usines électriques fossiles afin de compenser les chutes brutales et imprévisibles de production en cas d'absence de vent ou de soleil.

Nous dénonçons les arbitrages budgétaires nuisibles à la neutralité carbone et au climat, illustrés par le projet de Budget pour 2025 dans lequel sont portés à 4 milliards d'Euros les crédits pour les garanties de prix données aux producteurs d'énergies intermittentes, sans effet sur le climat, tandis que sont réduites les aides à la décarbonation des secteurs les plus responsables des émissions de CO₂, dans l'habitat ou l'électrification des transports.

Nous dénonçons les effets anti sociaux et défavorables au climat de cette politique qui a fait augmenter le prix de l'électricité de 120 % en 12 ans, rendant inaccessible aux ménages français les plus défavorisés l'électrification de leur chauffage et encore d'avantage de leur véhicule tout en enrichissant les producteurs d'électricité éolienne ou solaire.

Nous dénonçons les pressions exercées sur la France, notamment via les directives européennes qui refusent la prise en compte de la contribution de l'énergie nucléaire à la décarbonation et sanctionnent financièrement la France, pour imposer le modèle de transition énergétique allemand d'« Energiewende » dont l'échec est patent sur le plan économique et de l'impact sur le climat. Non, la France n'est en aucun cas « en

retard » et – contrairement à sa voisine d'Outre-Rhin – émet, grâce à son nucléaire, très peu de CO2 pour produire son électricité. Nous dénonçons les opérations d'ingérences étrangères en France visant également à promouvoir le modèle énergétique allemand, telles que dévoilées par les rapports de l'École de Guerre Économique.

Nous dénonçons la présence au sein de notre administration, comme dans les institutions et entreprises énergétiques publiques, de responsables provenant de la mouvance antinucléaire et pro-éolien, avec des parcours professionnels imbriqués dans les syndicats professionnels des énergies renouvelables, qui jettent un doute légitime sur leur neutralité pour défendre un modèle énergétique conforme aux intérêts de notre pays.

Nous dénonçons enfin le financement par l'État ou des entreprises énergétiques étatiques, d'associations et officines antinucléaires, pro éolien et photovoltaïque, qui dénigrent le modèle énergétique français et auxquelles sont confiées, dans certaines régions, les études d'élaboration des politiques énergétiques régionales.

L'adoption par votre gouvernement d'une [Programmation Pluriannuelle de l'Énergie](#) qui persisterait dans cette politique de développement accéléré des énergies intermittentes, constituerait une véritable catastrophe économique et écologique pour notre pays et irait à l'encontre de l'annonce très opportune dans votre Déclaration de Politique Générale, qu'allait être réévalué l'impact de ces énergies, avant de persister dans le soutien public qui leur est donné. Elle méconnaîtrait également les conclusions des récents rapports d'enquêtes parlementaires de l'Assemblée nationale en 2023 et du Sénat en 2024.

Parce que nous avons été, pour certains d'entre nous, au cœur de la gouvernance

énergétique de notre pays, nous pouvons vous affirmer que la poursuite aveugle du développement accéléré des énergies intermittentes en France, contribuera à un affaiblissement de notre souveraineté énergétique, à la déstabilisation de notre économie par la poursuite de l'augmentation du prix de l'électricité et l'inflation énergétique qu'elles génèrent, à la baisse de notre compétitivité industrielle, à une dépendance accrue vis-à-vis d'équipements importés de l'étranger, à une régression sociale et à des risques importants de coupures d'électricité à grande échelle.

Monsieur le Premier ministre, cette politique ruineuse dont l'échec est patent en Allemagne, ne sert que quelques intérêts particuliers, majoritairement étrangers, aux dépens de l'économie française, des consommateurs et des contribuables français. Malgré l'évidence de ses conséquences désastreuses, une partie de l'administration et du personnel politique continue de promouvoir cette politique au nom d'une idéologie antinucléaire aujourd'hui totalement dépassée et de la défense d'intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général.

C'est pourquoi, Monsieur le Premier ministre, **nous avons l'honneur de vous demander solennellement de mettre un terme définitif à une politique énergétique qui cause d'énormes dommages à notre pays.**

***Signataires :**

Henri Proglio, ancien Président d'EDF
Hervé Machenaud, ancien Directeur exécutif d'EDF

André Merlin, ancien Président fondateur de RTE

Michel Rousseau, Président de la Fondation Concorde

Xavier Moréno, Président du Cercle d'Étude

Réalités Écologiques et Mix Énergétique
Louis Gallois, ancien chef d'entreprise, ancien
Commissaire Général à l'investissement
Bernard Accoyer, ancien Président de
l'Assemblée Nationale, Président de
Patrimoine Nucléaire et Climat
François Goulard, ancien ministre de
l'Enseignement supérieur et à la Recherche
Christian Gerondeau, haut fonctionnaire
français. Ancien délégué interministériel à la
sécurité routière
Fabien Bouglé, essayiste, expert en politique
énergétique

Conclusions sur ce PPE3

Comme le précédent, ce PPE3 n'analyse pas la situation énergétique Française avec lucidité et sans idéologie. On retrouve les idéologies vertes destructrices de valeurs qui prônent la décroissance : -50% de réduction d'énergie primaire entre 2021 et 2050 est-ce bien raisonnable ? Qui peut faire de telles projections sans arrière-pensées idéologique ? L'énergie consommée par un pays reflète son dynamisme, sa vitalité, sa force, ses ambitions, son indépendance et sa survie.

Madame la Ministre, je **ne vous demande pas solennellement de mettre un terme définitif à une politique énergétique qui cause d'énormes dommages à notre pays, mais je vous exhorte à le faire, vous en avez l'entière responsabilité devant le peuple Français.**